



Dépêche 391 | 15 septembre 2020

Les Gabonais demandent plus de liberté d'expression, mais pas pour critiquer le président

Dépêche No. 391 d'Afrobarometer | Lionel Ossé

Résumé

Le Gabon, pays démocratique depuis le début des années 1990, est comme bon nombre de pays africains dont la démocratie ne se limite parfois qu'à la simple tenue d'élections régulières. Pourtant nous savons que la force de la démocratie libérale réside dans le fait qu'elle donne au peuple ce à quoi il aspire le plus: la liberté (Diallo, 2011). Le Gabon, signataire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, a une histoire politique marquée par une longue série de problèmes liés à l'expression des libertés, raison pour laquelle d'aucuns présentent les libertés civiles comme « le maillon faible » de la démocratie gabonaise (Moukala, 2018).

Concernant la liberté de la presse, par exemple, le pays a vu un constant recul dans le classement de Reporters Sans Frontières (2020), passant de la 95^e position sur 180 pays en 2013 à la 115^e place en 2019. Les inquiétudes sont grandissantes depuis l'entrée en fonction en 2018 de la Haute Autorité de la Communication (HAC), qui suspend des médias et journalistes publiant des articles qui critiquent le président, son entourage, ou des proches du pouvoir (Reporters Sans Frontières, 2020). C'est d'ailleurs dans cet esprit que l'Organisation Patronale des Médias (OPAM) du Gabon a récemment invité la HAC au « ressaisissement » pour œuvrer à une presse libre et indépendante, plutôt qu'à recourir automatiquement aux sanctions à titre conservatoire qu'elle juge être souvent injustifiées (Kanganga, 2020). Ce fut par exemple le cas de Yves-Laurent Goma, le correspondant de Radio France Internationale (RFI), dont l'accréditation a été suspendue pendant deux mois en août 2019 en raison d'un prétendu « faux reportage » sur l'intégrité physique du chef de l'Etat gabonais (Boko, 2019).

Si l'exercice de la démocratie requiert une certaine liberté d'action de la part des gouvernants vis-à-vis des journalistes, des représentants de la société civile, et des syndicats afin que ces derniers puissent effectivement jouer leur rôle de contre-pouvoir et de levier pour une meilleure visibilité dans la gestion de la cité, il semble que le Gabon soit également confronté à certaines difficultés dans ce domaine. En témoigne la vague d'arrestations des leaders de la confédération syndicale Dynamique Unitaire, arrêtés pour avoir déclaré dans un discours en juillet 2019 que selon leur « intime conviction » le Président Ali Bongo Ondimba était soit décédé ou avait perdu ses capacités cognitives pour diriger le pays suite à son accident vasculaire cérébral d'octobre 2018 (Info241, 2019).

Au regard de ce contexte politique, où le respect des libertés civiles restent un défi pour les autorités gabonaises, il convient de s'interroger sur la question de savoir comment les Gabonais perçoivent leurs libertés aujourd'hui.

Les résultats de la dernière enquête Afrobarometer montrent que les Gabonais estiment ne pas être suffisamment libres de s'exprimer et admettent devoir faire attention à ce qu'ils disent au sujet de la politique. Ils revendiquent également moins de censure du

gouvernement sur les médias. Par contre, ils sont majoritairement pour l'interdiction de toute publication qui injure ou qui critique le chef de l'Etat.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et évaluations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2021 sont prévues pour au moins 35 pays.

Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale. L'équipe Afrobarometer au Gabon, dirigé par le Centre d'Etudes et de Recherche en Géosciences Politiques et Prospective (CERGE), a interviewé 1.200 adultes gabonais en février 2020. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Deux enquêtes précédentes ont été menées au Gabon en 2015 et en 2017.

Résultats clés

- Plus de six Gabonais sur 10 (62%) disent être « pas très libres » ou « pas du tout libres » de dire ce qu'ils pensent.
- Près de neuf Gabonais sur 10 (88%) déclarent qu'ils doivent « souvent » ou « toujours » faire attention à ce qu'ils disent sur le plan politique. Le Gabon se classe deuxième sur 18 pays africains par rapport à cette prudence requise.
- Par contre, deux tiers (65%) des Gabonais disent être libres d'adhérer à la formation politique de leur choix. Encore plus (71%) affirment leur liberté de choisir pour qui ils votent.
- La proportion de Gabonais en faveur de la liberté des médias est passé de 61% en 2017 à 81% en 2020.
- Mais en pratique, plus de trois quarts (78%) des répondants estiment que la presse au Gabon n'est « pas très libre » ou « pas du tout libre » de publier sans censure du gouvernement. Sur 18 pays interrogés, le Gabon se classe deuxième dans la perception d'un manque de liberté des médias.
- La majorité (58%) des Gabonais s'opposent à l'interdiction des nouvelles, informations, ou opinions que le gouvernement désapprouve. Mais la même proportion (57%) affirment que le gouvernement devrait pouvoir interdire des critiques ou injures à l'encontre du président.

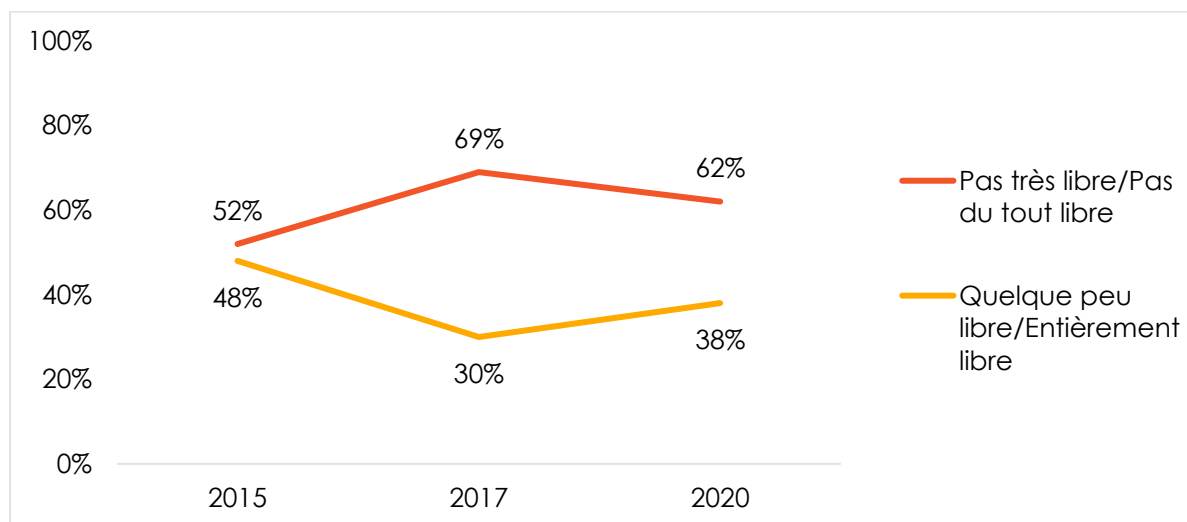
Les Gabonais jouissent-ils de la liberté d'expression?

De manière générale, les Gabonais estiment ne pas être suffisamment libres de s'exprimer : 62% affirment qu'ils ne sont « pas très libres » ou « pas du tout libres » de dire ce qu'ils pensent (Figure 1). Malgré une légère baisse (de 7 points de pourcentage) depuis 2017, cette perception de manque de liberté est plus élevée qu'en 2015 (52%).

Au niveau socio-démographique, les plus instruits (64%), les jeunes (69% des 26 à 35 ans), et les citadins (64%) ont plus tendance à s'estimer privés de liberté d'expression que les moins éduqués (47%), les personnes d'âge mur (50% des 46 à 55 ans), et les habitants des zones

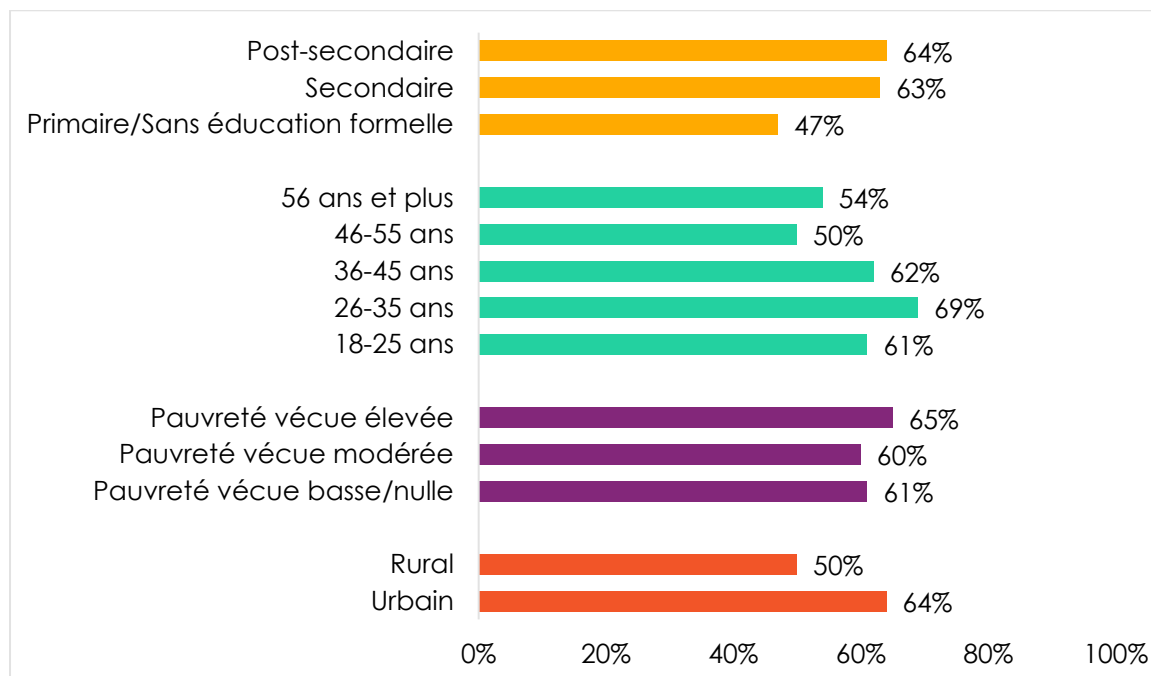
rurales (50%). En revanche, les plus démunis (65%) et les plus nantis¹ (61%) pensent de la même manière en ce qui concerne la liberté d'expression (Figure 2).

Figure 1: Liberté de dire ce que vous pensez | Gabon | 2015-2020



Question posée aux répondants: Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre d'exprimer votre opinion?

Figure 2: Pas libre de dire ce que vous pensez | par groupe socio-démographique | Gabon | 2020

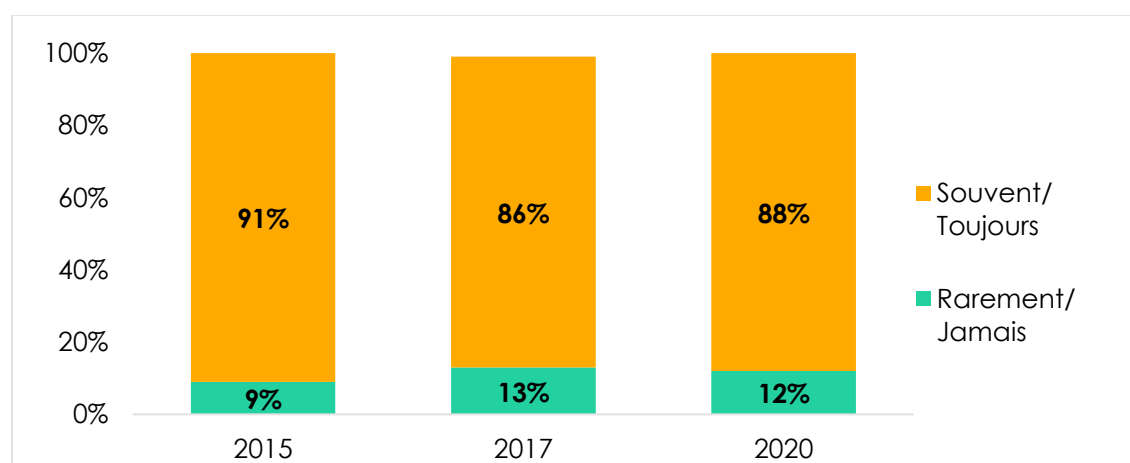


Question posée aux répondants: Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre d'exprimer votre opinion?

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de carburant pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes (2020) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

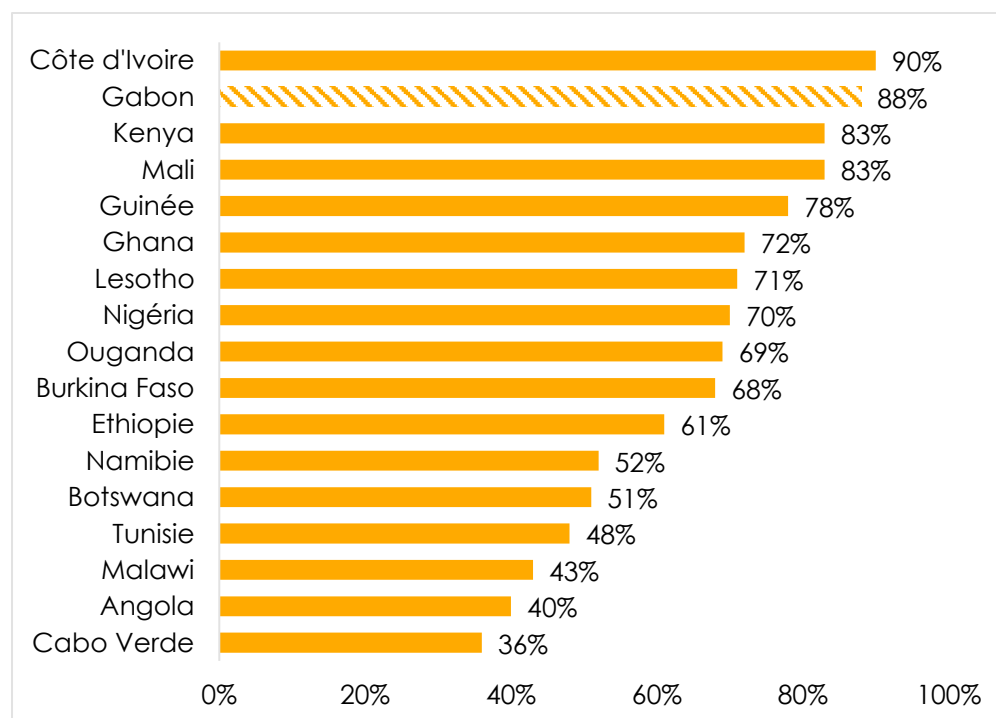
Si la majorité des Gabonais rapportent des restrictions en termes de liberté d'expression, le tableau est similaire en ce qui concerne le discours politique. Depuis la première série d'enquête réalisée au Gabon en 2015, environ neuf Gabonais interrogés sur 10 ont constamment déclaré qu'ils devaient « souvent » ou « toujours » faire attention à ce qu'ils disent sur le plan politique (Figure 3). Fait intéressant, au cours de la plus récente enquête d'Afrobarometer sur 18 pays africains en 2019/2020, le Gabon a été classé deuxième en termes de répondants (88%) qui expriment la prudence sur ce qu'ils disent en politique dans le pays, juste derrière la Côte d'Ivoire (90%) (Figure 4).

Figure 3: Faites attention à ce que vous dites de la politique | Gabon | 2015-2020



Question posée aux répondants: À votre avis, à quelle fréquence, dans ce pays, les gens doivent-ils faire attention à ce qu'ils disent de la politique?

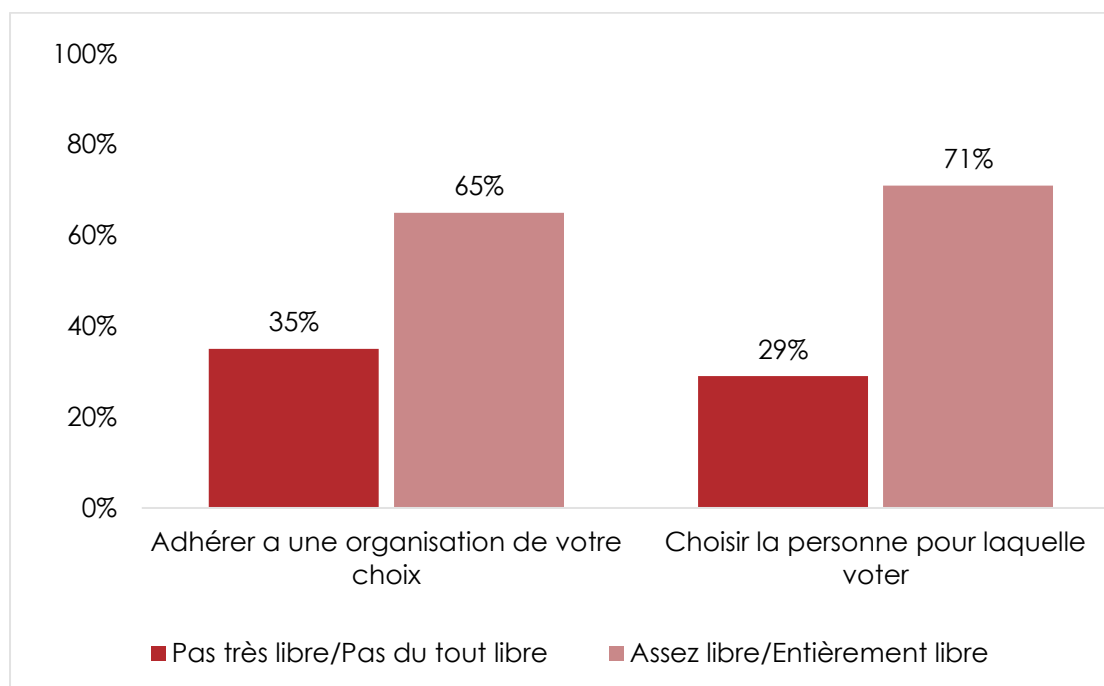
Figure 4: Faites attention à ce que vous dites en politique | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Selon vous, à quelle fréquence, dans ce pays, est-ce que les gens devraient faire attention à ce qu'ils disent en politique? (% qui disent « souvent » ou « toujours »)

En revanche, en ce qui concerne la prudence en matière d'adhésion à l'organisation politique de son choix, deux tiers (65%) des Gabonais disent être « assez libres » ou « entièrement libres » d'adhérer à la formation politique de leur préférence sans crainte de représailles (Figure 5). Tendance similaire au niveau du choix de vote, avec 71% des répondants qui estiment être libres de choisir la personne pour laquelle ils votent.

Figure 5: Liberté d'association et de choix du vote | Gabon | 2020



Questions posées aux répondants: Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre de: Adhérer à une organisation politique de votre choix? Choisir sans pression la personne pour laquelle vous allez voter?

Inquiétante érosion de la liberté des médias?

Avant de demander aux répondants le niveau de liberté des médias, Afrobarometer les interroge pour savoir si les médias devraient avoir la liberté de fonctionner sans le contrôle du gouvernement. Sur cet indicateur, la proportion de répondants qui s'expriment en faveur de la liberté des actions des médias a

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

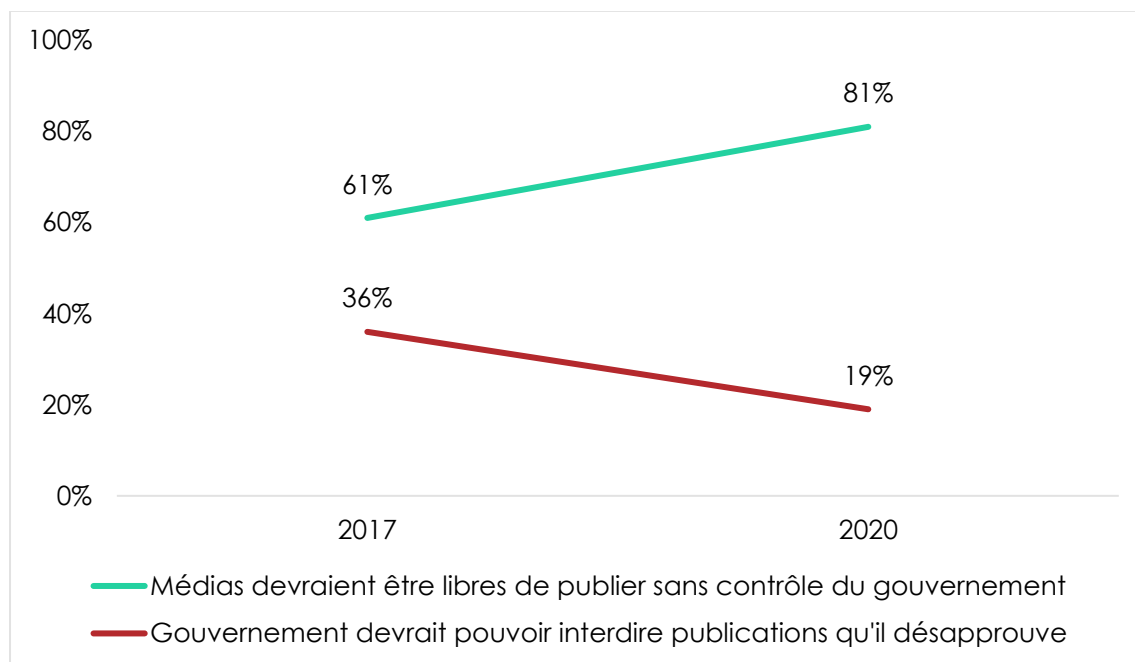
considérablement augmenté, passant de 61% en 2017 à 81% en 2020 (Figure 6).

Concernant la liberté de la presse en pratique, une grande majorité des Gabonais estiment qu'elle n'existe pas, avec environ huit répondants sur 10 (78%) qui affirment que la presse au Gabon

n'est « pas très libre » ou est « pas du tout libre » de publier sans crainte de censure. Seulement deux sur 10 (22%) estiment que les médias sont « assez libres » ou « entièrement libres » (Figure 7).

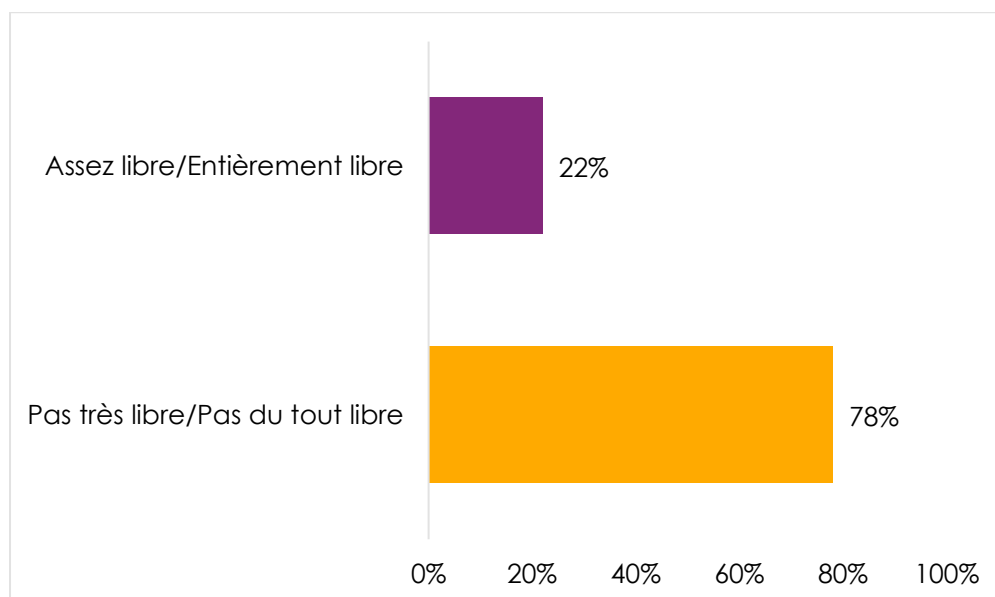
De plus, sur les 18 pays interrogés par Afrobarometer pour le Round 8 à travers le continent, après les Namibiens (80%), les Gabonais sont les plus susceptibles de dire que leurs médias ne sont pas libres d'enquêter ou de critiquer l'action du gouvernement (Figure 8).

Figure 6: Les médias devraient-ils être libre? | Gabon | 2017-2020



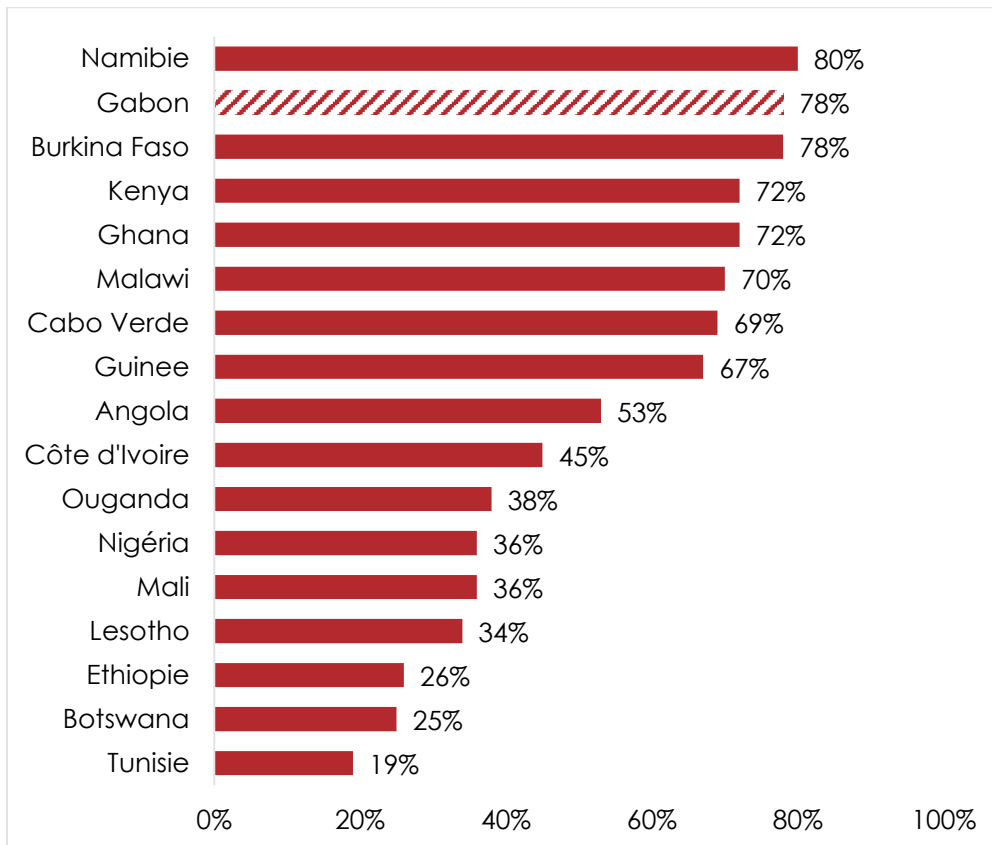
Question posée aux répondants: Parlons un peu du type de société que vous souhaiteriez pour ce pays. Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?
 Affirmation 1: Les médias devraient être libres de publier n'importe quelles opinions ou idées sans le contrôle du gouvernement.
 Affirmation 2: Le gouvernement devrait pouvoir interdire aux médias de publier des choses qu'il désapprouve.
 (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 7: Les médias sont-ils libres? | Gabon | 2020



Question posée aux répondants A votre avis, à quel point les médias sont-ils libres dans ce pays de diffuser et de commenter l'actualité sans censure ni ingérence du gouvernement?

Figure 8: Liberté des médias de publier sans censure | 18 pays | 2019/2020

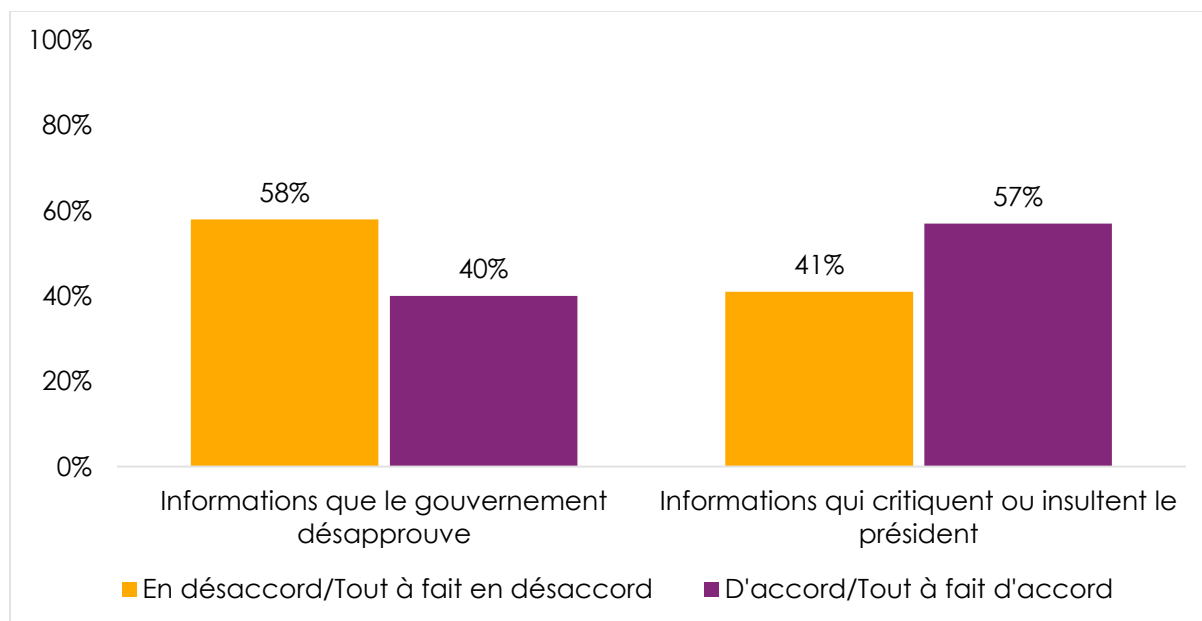


Question posée aux répondants A votre avis, à quel point les médias sont-ils libres dans ce pays de diffuser et de commenter l'actualité sans censure ni ingérence du gouvernement? (% qui disent « pas très libres » ou « pas du tout libres »)

Dans chaque démocratie, l'action des gouvernements ou des présidents est sujette à des critiques de la part de la société civile et des journalistes. Afrobarometer a demandé aux Gabonais s'ils estiment que le gouvernement devrait pouvoir limiter le partage à la radio et à la télévision, dans les journaux, ou sur l'Internet ou les réseaux sociaux, des nouvelles, informations, ou opinions qu'il désapprouve ou celles qui critiquent ou insultent le président. Il en ressort que la majorité des Gabonais (58%) s'opposent à l'interdiction des informations que le gouvernement n'approuve pas, mais la même proportion (57%) se disent d'accord avec le pouvoir du gouvernement d'interdire des critiques ou injures à l'encontre du président (Figure 9).

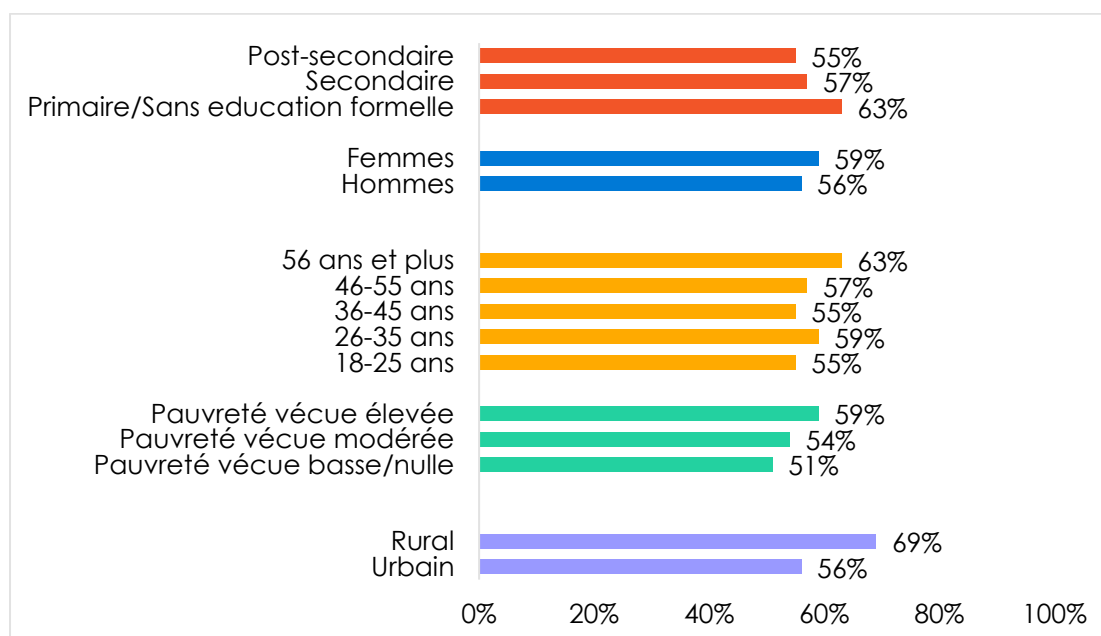
Mais cette volonté d'interdire des critiques ou des injures à l'encontre du président n'est pas partagée de la même manière par tous les différents groupes socio-démographiques (Figure 10). Ainsi, les moins instruits (63%), les plus âgés (63% des 56 ans et plus), les plus pauvres (59%), et les habitants des zones rurales (69%) sont plus enclin à interdire toute critique à l'encontre du président que les plus instruits (55%), les jeunes (55% des 18 à 25 ans), les mieux nantis (51%), et les citadins (56%). En revanche, les femmes (59%) et les hommes (56%) sont presque du même avis sur cette question.

Figure 9: Interdiction de critiquer le président et le gouvernement | Gabon | 2020



Questions posées aux répondants: Parlons de si le gouvernement devrait pouvoir limiter le partage des nouvelles, informations, ou opinions à la radio et à la télévision, dans les journaux, ou sur Internet ou les réseaux sociaux. Dites-moi s'il vous plaît si vous êtes d'accord ou en désaccord que le gouvernement devrait pouvoir limiter ou interdire le partage: Des nouvelles, informations, ou opinions que le gouvernement désapprouve? Des nouvelles, informations, ou opinions qui critiquent ou insultent le Président de la République?

Figure 10: Soutien à l'interdiction de critiquer le président | par groupe socio-démographique | Gabon | 2020



Question posée aux répondants: Dites-moi s'il vous plaît si vous êtes d'accord ou en désaccord que le gouvernement devrait pouvoir limiter ou interdire le partage des nouvelles, informations, ou opinions qui critiquent ou insultent le Président de la République? (% qui disent « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Conclusion

L'évaluation des libertés civiles par les Gabonais révèle que ces derniers estiment ne pas être suffisamment libres d'exprimer leurs opinions, y compris sur le plan politique. Ils demandent également moins de censure des médias de la part du gouvernement. Néanmoins, en majorité les citoyens estiment avoir la liberté de voter pour la personne de leur choix et d'adhérer à la formation politique de leur choix sans craindre de quelconques représailles. De plus, même s'ils condamnent l'interdiction des publications que le gouvernement désapprouve, les Gabonais majoritairement sont pour le droit du gouvernement d'interdire des critiques ou injures à l'encontre du chef de l'Etat.

Après près de trois décennies de cheminement démocratique, les Gabonais s'attendent à une plus grande liberté d'expression, la condition nécessaire pour apaiser le climat politique, encourager les jeunes et les populations marginalisées à la participation politique, et consolider la démocratie gabonaise.

Références

- Boko, H. (2019). Gabon: Dans la presse et devant la justice, l'état de santé d'Ali Bongo fait toujours polémique. France24. 24 août.
- Diallo, A. M. (2011). Penser la démocratie au-delà des élections. *Ethique Publique*, 13(2).
- Info241. (2019). Mort d'Ali Bongo: Pluie d'arrestations « arbitraires » de plusieurs leaders syndicaux gabonais. 15 juillet.
- Kanganga, J.-T. (2020). Liberté de la presse 2020: L'Opam invite la Hac au ressaisissement. 23 avril.
- Mattes, R. (2020). Pauvreté vécue à la hausse en Afrique: Fin d'une décennie d'amélioration du niveau de vie. Document de Politique No. 62 d'Afrobarometer.
- Moukala, M. M. (2018). Démocratie: Les libertés individuelles bafouées au Gabon? Libreville.com. 27 octobre.
- Reporters Sans Frontières. (2020). Gabon: Un régulateur devenu bourreau des médias.

Lionel Ossé est le chef de projet adjoint d'Afrobarometer pour l'Afrique de l'Ouest anglophone, du Nord, et des pays francophones. Email: lessima@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State

University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, de Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, et de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



/Afrobarometer



@Afrobarometer



Dépêche No. 391 d'Afrobarometer | 15 septembre 2020